

## ARRÊTÉ TEMPORAIRE

**Le Maire de la Ville de Chinon,**

**Vu**, le Code général des collectivités territoriales,

**Vu**, le Code de la route,

**Vu**, le Code de la voirie routière,

**Vu**, le Code pénal,

**Vu**, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

**Vu**, le Code général de la propriété des personnes publiques,

**Vu**, le Code de justice administrative,

**Vu**, le Règlement sanitaire départemental d'Indre et Loire,

**Vu**, l'arrêté préfectoral du 29 avril 2013, relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

**Vu**, la délibération annuelle des tarifs municipaux de la ville de CHINON,

**Considérant**, qu'il est nécessaire d'établir les conditions de délivrance, d'implantation et de fonctionnement des emprises de terrasses autorisées temporairement sur le domaine public pour les exploitants de débits de boissons, restaurants et autres établissements assimilés,

**Considérant**, la requête de Monsieur Gaël MANCEAU, gérant d'un établissement sous l'enseigne " Le Café Français ", Siret numéro 90372849100015 domicilié 37 place du Général De Gaulle à CHINON, sollicitant l'autorisation d'installer sur le domaine public, au droit de son commerce, une terrasse pour le service de sa clientèle,

## ARRÊTE

**Article 1** : Monsieur Gaël MANCEAU, gérant de l'établissement " Le Café Français ", situé à CHINON, 37 place du Général De Gaulle, est autorisé à occuper le domaine public, au droit de son commerce, sur voirie routière communale, en zone de rencontre, dans la limite de **12.00 m<sup>2</sup>** (6.00m x 2.00m) d'emprise afin d'y installer du mobilier de terrasse.

**Article 2** : Le domaine public ne pourra être occupé que pendant la période du 15 avril au 15 octobre de chaque année.

**Article 3** : Par dérogation à l'article 2, le présent arrêté d'occupation du domaine public pourra prendre effet, par anticipation du 1er janvier au 14 avril ou prolongé pour la période du 16 octobre au 31 décembre, sur demande écrite annuelle du demandeur.

**Article 4** : **Le domaine public sera libéré de toute entrave pendant la fermeture normale du commerce.** Durant cette fermeture, le mobilier de terrasse devra être remis en intérieur ou, en cas d'impossibilité matérielle, de manière à occulter le moins possible l'espace public.

La permission de voirie doit être utilisée dans son délai de validité, à compter de sa date de délivrance. Elle est périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage pendant la période de validité.

**Article 5** : En période de non exploitation de la terrasse, l'emprise libérée ne devra en aucun cas être utilisée par un autre établissement. En cas de changement d'exploitant, une nouvelle autorisation devra être sollicitée par le repreneur.

**Article 6** : L'autorisation est accordée sans préjudice du droit des tiers, ne vaut ni titre de propriété, ni acte constitutif de servitude et elle ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. Elle ne vaut pas autorisation d'urbanisme et ne saurait en aucun cas soustraire les pétitionnaires à l'obligation de s'y conformer. Tous dispositifs d'accompagnement des terrasses (*constructions, planchers, enseignes lumineuses ou non lumineuses, bandeaux lumineux, objets publicitaires, auvents, bornes, marquises, joues, brise-vent etc.*) susceptibles d'être fixés en façade ou faisant saillis au droit de l'établissement devront faire l'objet de demandes particulières, auprès du service de l'urbanisme.

**Article 7** : Le titulaire de l'autorisation devra veiller à ce que les limites de l'emprise soient respectées, notamment par sa clientèle. Elle devra également veiller à ce que l'emplacement attribué soit tenu en parfait état de propreté pendant et en dehors des périodes d'exploitation.

**Article 8** : Le titulaire de l'autorisation devra veiller à ce que la manipulation du mobilier placé sur le domaine public ne soit pas source de nuisances sonores pour le voisinage. Il devra également veiller à ce que la clientèle n'occasionne aucune nuisance susceptible de perturber la tranquillité des riverains. Il s'engage en particulier à ne jamais installer sur l'emprise de plein air quelque moyen de sonorisation que ce soit. Toute animation musicale est interdite dans l'emprise de la terrasse ainsi qu'à ses abords immédiats, sauf dérogation temporaire sollicitée auprès de l'autorité municipale.

**Article 9** : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une redevance d'occupation temporaire du domaine public, sur la base du tarif au mètre carré fixé annuellement par délibération du Conseil Municipal de Chinon. Tout défaut d'acquittement de cette taxe dans les délais indiqués sur l'appel à paiement conduira au retrait immédiat de l'autorisation.

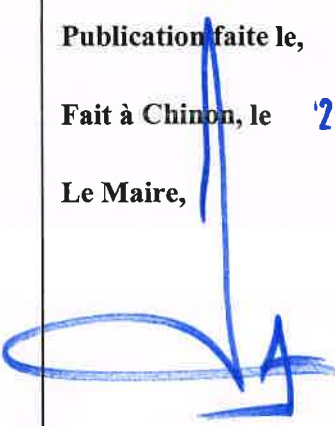
**Article 10** : La présente autorisation, non cessible, est délivrée à titre personnel et révocable à tout moment, soit en cas d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non respect par les permissionnaires des conditions imposées aux articles du présent arrêté, sans que la bénéficiaire puisse prétendre à indemnité.

**Article 11** : Un plan de situation est annexé au présent arrêté.


**Article 12** : Toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté sont abrogées.

**Article 13** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

**Article 14** : Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chinon, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, Monsieur le Gestionnaire du domaine public sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et notifié par la voie administrative au pétitionnaire, pour information.

**Certifié exécutoire par :**  
Dépôt à la Sous-préfecture le, 01 SEP. 2022  
Publication faite le, 01 SEP. 2022  
Fait à Chinon, le 25 AOUT 2022  
Le Maire,  
  
Jean-Luc DUPONT



Fait à Chinon, le 25 AOUT 2022  
Le Maire,  
  
Jean-Luc DUPONT

<p><b><u>Notification à personne</u></b></p> <p>Effectuée le :</p> <p>Par :</p> <p>Signature du pétitionnaire:</p>	<p><b><u>Notification par lettre recommandée avec A.R.</u></b></p> <p>Courrier en recommandé adressé le :</p> <p>Accusé réception reçu le :</p>
--	---

ANNEXE  
AM 2022/522

